

# Rapport annuel relatif à la Loi Energie Climat

## Exercice 2024

### 1. Sommaire

1. Sommaire.....	1
2. Cadre réglementaire .....	1
3. Démarche générale de IRIS Finance sur la prise en compte des critères ESG .....	2
4. Liste des produits financiers classés article 8 et 9 en vertu du règlement SFDR .....	3
5. Déclaration de non prise en compte des principales incidences négatives en matière de durabilité .....	3

### 2. Cadre réglementaire

En tant que Société de Gestion de Portefeuilles, IRIS Finance (« la Société ») est tenue de satisfaire aux exigences des réglementations applicables en termes de respect des critères environnementaux, sociaux et de qualité de la gouvernance (ESG).

Le présent rapport « Loi Energie Climat » est établi dans le cadre de l'article 29 de la loi dite « énergie climat », dont l'objectif est de coordonner la réglementation française avec les règlements européens (UE) 2016/2341 (dit « SFDR ») et (UE) 2020-852, dit « Taxonomie ». Elle modifie les articles L. 533-22-1 et D. 533-16-1 du Code monétaire et financier.

Ce rapport est transmis à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) ainsi qu'à l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

La Société exerce 3 activités :

- La gestion de portefeuille pour compte de tiers (mandats de gestion)
- La gestion de contrats d'assurance vie par délégation
- La gestion de fonds

L'encours géré à fin 2024 est de 457 Mio €, inférieur au seuil de 500 Mio €. Ainsi, seul le présent rapport au niveau de la Société de Gestion est établi. La Société est exonérée de rapport au niveau de chaque fonds.

IRIS Finance publie en complément un rapport sur la prise en compte des principales incidences négatives (Principal Adverses Impacts) des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité, au titre de l'article 4 du règlement délégué (UE) 2022/1288 qui complète le règlement SFDR. Ces informations sont mentionnées dans la section 5 « Déclaration de non prise en compte des principales incidences négatives en matière de durabilité » du présent rapport.

### 3. Démarche générale de IRIS Finance sur la prise en compte des critères ESG

#### A. Résumé de la démarche

IRIS Finance s'est fixée des objectifs réalistes et proportionnés à ses activités, son organisation et ses moyens. La stratégie de gestion est essentiellement liée à la performance financière mesurée, le cas échéant, par comparaison à un indicateur de référence.

La Société est consciente des enjeux liés à l'ESG, qui sont pris en compte par l'équipe de Gestion au travers des critères suivants dans le cadre de leurs décisions d'investissement dans une société :

- séparation et indépendance des organes sociaux
- qualité et compétence du management
- pratique de rémunération des dirigeants
- exclusion de certains secteurs d'activité

S'agissant des secteurs d'activité, la Société tente de limiter voire d'exclure les investissements dans des émetteurs qui exercent dans les secteurs d'activités suivants :

- le charbon : extraction, production, commercialisation
- la production et/ou au commerce des armes et des munitions
- toute activité qui pourrait porter atteinte aux droits de l'homme
- la production de tabac
- toute activité qui serait liée ou favoriserait la pornographie

#### Actions entreprises en 2024 :

La Société a formé les collaborateurs impliqués dans la gestion des portefeuilles des clients :

- les Gérants de portefeuilles, actions et obligataires
- le Contrôleur des Risques
- le Responsable de la Conformité et du Contrôle Interne (RCCI)

La formation a été dispensée par une analyse ESG de Chahine Capital, Société qui appartient au même groupe que IRIS Finance.

## **B. Contenu, fréquence et moyens utilisés pour informer les clients sur les critères relatifs aux objectifs ESG pris en compte dans la politique et la stratégie d'investissement**

Tout client ou tiers est informé des choix de la Société en termes de prise en compte des critères ESG via la politique ESG publiée sur le site internet. S'agissant de la gestion collective, les informations sont portées à la connaissance des porteurs de parts dans le prospectus des fonds. S'agissant de la gestion sous mandat, à l'entrée en relation, les clients renseignent le questionnaire d'entrée en relation qui comprend les questions liées à leurs préférences en termes d'investissement durables.

## **C. Liste des produits financiers mentionnés en vertu de l'article 8 et de l'article 9 du règlement SFDR**

Au 31/12/2024, la Société ne gère aucun produit financier classé article 8 ou article 9 au sens du règlement SFDR. Les deux FCP IRIS Avenir et IRIS Europe sont classés article 6, qui concerne les produits financiers qui ne font pas la promotion des caractéristiques environnementales et/ou sociales et qui n'ont pas un objectif d'investissement durable.

## **D. Adhésion de IRIS Finance à une charte ou une initiative sur la prise en compte de critères ESG**

IRIS Finance est adhérente à l'Association Française de la Gestion financière (AFG). A ce titre, la Société s'informe sur les évolutions réglementaires avec une attention particulière aux pratiques de place en matière d'éthique, de prise en compte des sujets environnementaux, sociaux, sociétaux et de gouvernance.

## **4. Liste des produits financiers classés article 8 et 9 en vertu du règlement SFDR**

La Société gère deux Fonds communs de Placement (FCP) de droit français et une Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV) de droit luxembourgeois, classés « article 6 » au sens du règlement SFDR.

La Société ne gère pas de fonds classés article 8 ou 9.

## **5. Déclaration de non prise en compte des principales incidences négatives en matière de durabilité**

IRIS Finance ne prend pas en compte les principales incidences négatives (PAI) dans ses décisions d'investissement. Comme le mentionne l'article 4 du règlement SFDR, la Société n'est pas tenue de les prendre en compte tenu de sa taille (< 500 salariés). La Société maintient une veille sur les évolutions du cadre réglementaire ainsi que sur les offres proposées par les fournisseurs de données et étudiera l'opportunité de prendre en compte les principales incidences négatives dans ces décisions d'investissement.